

Mobilisation du 17 octobre : Clash entre Lecornu et Mélenchon sur la responsabilité des violences

passé d'armes • Le Premier ministre et le leader de LFI se rejettent la faute des affrontements, dégradations et pillages à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Nice ou encore Limoges qui est responsable des violences en marge [des manifestations du 17 octobre](#) ? La réponse à cette question a entraîné une très virulente passe d'armes entre Sébastien Lecornu et Jean-Luc Mélenchon, chacun rejetant la faute sur l'autre.

« Faire porter aux chefs de la police la responsabilité des violences, c'est une inversion dangereuse et cynique des responsabilités », a taclé dans un message sur X le Premier ministre. « On ne peut pas appeler à cesser les violences tout en fournissant des excuses à ceux qui les commettent. C'est VOTRE responsabilité politique », a ajouté le locataire de Matignon qui accuse, depuis le début de la mobilisation mi-septembre, LFI d'attiser la colère.

LFI fustige la stratégie du maintien de l'ordre

Réponse immédiate du leader de LFI : il a accusé le Premier ministre d'avoir « joué avec le feu, en comptant sur le pourrissement » de la situation et mis une nouvelle fois en cause la stratégie du maintien de l'ordre déployée par les autorités. « Vous n'êtes pas un homme d'État. Juste un commis qui est en train de provoquer une crise de régime », a tancé celui qui a fait de la jeunesse l'un des piliers centraux de sa stratégie électorale et compte sur la mobilisation lycéenne pour gagner des points à six mois de la [présidentielle](#).

Plus tôt dans l'après-midi, alors que les affrontements, les dégradations et les [pillages se multipliaient dans plusieurs villes de France](#) (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Nice, Limoges...), le Premier ministre avait dénoncé « une violence d'une extrême intensité » contre les forces de l'ordre. Et visé directement LFI,

accusée de vouloir faire de ces débordements « un tour de chauffe » avant la présidentielle.

Lecornu refuse de se faire « intimider »

« Nous ne nous laisserons pas intimider », « personne n'imposera son agenda politique par la violence », avait-il martelé. Avant de sommer, dans la soirée, lors d'un déplacement auprès de la 41^e compagnie d'intervention dans le centre de Paris, Jean-Luc Mélenchon de « choisir son camp », soit « le camp de la République et donc des forces de l'ordre [...] soit celui des casseurs ».

Répondant aux accusations le visant, Jean-Luc Mélenchon, qui a participé à la manifestation à Paris, a lancé un appel au calme : « ceux qui partagent notre combat n'ont rien à faire dans le pillage, le saccage », a-t-il assuré. « Quelles que soient les responsabilités du pouvoir et de ses incompetents et leurs violences, nous devons refuser de participer à des actions sans signification politique et contraire à nos méthodes », a ajouté le candidat à l'Élysée.